



Déclaration préalable FSU

Un an déjà. Un an que nous vivons toutes et tous au rythme de la pandémie qui nous frappe. Comme tout le monde, les enseignantes et les enseignants sont fatigué-e-s, usé-e-s nerveusement par cette situation anxio-gène qui perdure. Mais à cette fatigue s'ajoute le mépris, jamais démenti, dont le ministre fait preuve à leur égard.

Car, comment qualifier autrement la politique sanitaire menée par J.M. Blanquer ? Arc-bouté sur le mythe de la non-contamination en milieu scolaire (pensée magique contredite par la quasi-totalité de la littérature scientifique mondiale) le ministre n'a mis en place aucune stratégie sanitaire digne de ce nom ayant pour objectif de protéger élèves et personnels. A moins d'appeler « stratégie » la multiplication de protocoles sanitaires dits renforcés, pratiquement inapplicables, dont le seul objectif est de minimiser la réalité de la contamination dans les établissements.

Dans le même ordre d'idées, l'annonce, à grand renfort de trompettes médiatiques, de nombreuses campagnes « massives » de tests, ne s'est pour ainsi dire, qu'au mieux traduit par de timides tentatives de mise en œuvre. Comme d'habitude, tout dans la communication et rien dans la réalité. Espérons que, cette fois, la campagne de tests salivaires annoncée sera une réalité. Mais nous pouvons en douter lorsque nous entendons J.M. Blanquer claironner partout le chiffre de 50 000 tests là où seuls 3 000 ont été réalisés le mois dernier. Tout occupé à se tresser des lauriers dans tous les médias de France et de Navarre, le ministre n'a pas trouvé le temps de discuter avec les partenaires sociaux de ce qui pouvait être fait pour assurer, dans ces difficiles conditions sanitaires, le maintien d'un enseignement dans les meilleures conditions possibles : demi-groupes, achat de détecteurs de CO₂, purificateurs d'air etc. autant de propositions, mises en avant par la FSU dès cet été, que le ministre n'a même pas jugé bon d'étudier. Il est vrai que pour cela, il aurait fallu travailler cet été : ce ne fut manifestement pas le cas de monsieur Blanquer, tout occupé à faire la promotion de ses fumeuses et vaines « vacances apprenantes ».

Cet immobilisme ministériel ne s'est, hélas, pas étendu aux autres domaines de la politique de J.M. Blanquer. Car, pendant la pandémie, tout continue comme avant : la sinistre farce du « Grenelle de l'Éducation », la revalorisation fantôme, la dérisoire prime d'équipement informatique dont sont exclu-e-s certain-e-s personnels... Mais aussi ce qui nous occupe aujourd'hui, à savoir la baisse tragique des moyens d'enseignement.

En effet, à l'occasion de ce CTSD, vous nous proposez, madame la Directrice Académique, d'acter la suppression de 30 postes pour la rentrée prochaine. 30 postes après 47 postes supprimés l'an dernier soit 77 postes supprimés en deux ans. Les créations (32 en deux ans) ne compensent pas, loin s'en faut, l'ampleur de la saignée. C'est bel et bien à une véritable purge que nous assistons. La justifier par des arguments démographiques serait mensonger puisque, globalement, l'enseignement secondaire gagne des élèves. Ces destructions de moyens d'enseignement sont bien le résultat de la politique menée depuis maintenant 4 ans par ce ministère. L'exemple le plus éclatant est fourni par l'enseignement professionnel qui se voit amputé de 6 postes de PLP, conséquence d'une réforme désastreuse qui vise à réaliser un maximum d'économies sur la quantité des enseignements dispensés aux élèves, aboutissant, très logiquement, à des diminutions drastiques de moyens (parfois jusqu'à 76 heures d'enseignement de moins) sans diminution des effectifs élèves. Le

slogan ministériel de « l'excellence de la voie professionnelle » est un leurre, la politique appliquée ne vise qu'à développer l'apprentissage au service de l'entreprise au détriment de l'enseignement professionnel public.

Alors que tout montre que la crise sanitaire actuelle a de lourdes conséquences sur les apprentissages des élèves, alors que tout devrait être fait pour permettre un enseignement dans des conditions optimales, la seule réponse du ministère est la poursuite de la politique de suppression massive de postes. Celle-ci ne saurait être compensée par la très forte augmentation des heures supplémentaires qui aboutira à faire travailler plus des professeur-e-s moins nombreux-ses, et donc moins disponibles pour leurs élèves.

Face à cette situation inacceptable, la FSU continue à exiger un changement total de politique éducative, à arrêter immédiatement toute suppression de poste et, tout au contraire, à s'engager dans un mouvement de recrutements massifs, qui ne peut se réaliser que grâce à une revalorisation salariale d'ampleur. La FSU appelle le gouvernement à renouer les fils du dialogue social, à écouter les revendications de personnels épuisé-e-s, désillusionné-e-s, las-ses de se sentir méprisé-e-s ; revendications portées par les organisations syndicales représentatives dont la légitimité ne saurait être contestée et qui ont toute leur place dans la démocratie sociale si malmenée.

En matière de dialogue social, rien de bon ne semble toutefois se profiler à l'horizon que ce soit pour les personnels titulaires avec le maintien des dispositions de la loi dite de transformation de la Fonction publique qui rend les opérations de mutation encore plus difficiles et opaques ou bien pour les personnels précaires avec une réforme de l'allocation chômage qui se profile malgré la désapprobation unanime de toutes les organisations syndicales et patronales.

La FSU appelle tous et toutes les collègues à s'opposer, (*par tous les moyens à leur disposition*), à ce qu'il faut bien appeler un saccage de l'enseignement secondaire et elle sera, comme d'habitude, à leurs côtés pour les aider à crier leur incompréhension et leur légitime colère.